

# **INTERVENTION DE MADAME COMBES-MOTEL ET DE MONSIEUR COMBES**

**Professeurs à l'université d'Auvergne, chercheurs au CERDI**

## **PLAN DE L'INTERVENTION**

### **QU'EST-CE QUE L'ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT**

#### **A. LA METHODE DE RECHERCHE EN ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT**

1. Une approche hypothético-déductive : l'infirmaryonnisme (POPPER)
2. Utilisation des outils :
3. Les échanges entre domaines d'étude :
4. Formalisation :

#### **B. LES ETAPES DE L'ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT**

1. Les pionniers du développement : les années 50 à 70
2. Les héritiers :

### **QU'EST-CE QUE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

#### **A. LES CONCEPTS :**

1. Croissance du revenu par tête
2. Satisfaction des besoins fondamentaux
3. Amélioration des capacités humaines
4. Le développement durable (sustainable development) popularisé avec le rapport

Bruntland de 198

#### **B. LES MESURES**

1. Mesures unidimensionnelles :
2. Mesures synthétiques

### **QUELS SONT LES FACTEURS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : INSTITUTIONS, GEOGRAPHIE ET POLITIQUE**

#### **A. QU'EST-CE QU'UNE INSTITUTION**

#### **B. POURQUOI LES INSTITUTIONS SONT-ELLES UTILES AU DEVELOPPEMENT**

#### **C. COMMENT MESURER LES INSTITUTIONS**

#### **D. QUELLE EST LA CONTRIBUTION DES INSTITUTIONS AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**

#### **E. L'OPTIMALITE DES INSTITUTIONS**

### **COMMENT ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE**

#### **A. LA CONFERENCE DE RIO, AGENDA 21 : REGARDS SUR LE PASSE**

#### **B. ACCROITRE LES MONTANTS ET L'EFFICACITE DE L'AIDE**

#### **C. FAVORISER L'INTEGRATION DES PED**

# QU'EST-CE QUE L'ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT ?

## L'évolution de la pensée

### A. LA METHODE DE RECHERCHE EN ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT

#### 1. Une approche hypothético-déductive : l'infirmerisme (POPPER)

Les méthodes de recherche en économie du développement s'appuient sur la logique scientifique de POPPER, un discours est scientifique s'il est réfutable. L'exemple suivant peut l'illustrer, **Solow** établit dans son modèle une relation négative entre taux de croissance moyen (du PIB par tête) et PIB par tête initial : l'analyse statistique pouvant mettre en évidence une relation positive permet de réfuter ce modèle.

Le critère de démarcation science-non science est donc basée sur la justification. De ceci découlent trois implications :

- Prouver est différent de réfuter (mise en avant d'un contre-exemple) ; on peut alors réfuter et non prouver : asymétrie fondamentale entre prouver et réfuter
- Les études ne pouvant s'appuyer sur des faits bruts, les outils statistiques sont construits ; une vigilance est donc nécessaire.
- Dans ce cadre s'applique la thèse de la symétrie : prédire et expliquer sont identiques.

Pour approfondir : Marc BLAUG « *La méthodologie économique* », Economica

#### 2. Utilisation des outils :

Les outils d'analyse utilisés font référence à *l'individualisme méthodologique*, les études portent sur les comportements des individus supposés rationnels économiquement. Le corpus commun est appliqué à des situations de pauvreté, aux défaillances du marché (crédit, travail, assurance), aux risques importants sur la vie des individus, à l'histoire, aux institutions...

Popper : « L'individualisme méthodologique est la doctrine tout à fait inattaquable selon laquelle nous devons réduire tous les phénomènes collectifs aux actions, interactions, buts, espoirs et pensées des individus et aux traditions créées et préservées par les individus »

#### 3. Les échanges entre domaines d'étude :

Les concepts utilisés dans divers domaines d'étude sont importés et utilisés à l'économie du développement : productivité, efficacité, recherche de rente...

Dans l'autre sens, les concepts de dualisme, de segmentation du marché du travail, de salaire d'efficacité (LEIBENSTEIN) sont exportés et appliqués au-delà de l'économie du développement.

#### 4. Formalisation :

Les mathématiques permettent de vérifier la cohérence des raisonnements. On juge la pertinence d'une théorie économique non pas en se fondant sur le réalisme de ses hypothèses mais sur sa capacité prédictive. Une théorie n'est scientifique que si elle est réfutable (infirmerisme poppérien)

Les techniques quantitatives basées sur l'économétrie permettent là-encore la confrontation de la théorie à la réalité par la mise en évidence des relations de corrélation voire de causalité. Le développement des bases de données et des logiciels d'analyse et/ou simulation ne nécessitant pas des équipements informatiques lourds ont rendu possible cette utilisation.

Pour se rapprocher d'études de laboratoire des expériences naturelles sont mises en place à partir de données proches des individus.

Pour conclure ce point on peut dire que la technicité de l'économie du développement est aujourd'hui beaucoup plus importante qu'il y a 20 ans.

## **B. LES ETAPES DE L'ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT**

### 1. Les pionniers du développement : les années 50 à 70

Les auteurs pionniers, parmi d'autres, sont les suivants : Lewis, Myrdal, Perroux, Hirschman, Rostow, Nurkse...

Les modèles de développement retenus par ces derniers se basaient sur des caractéristiques communes :

- Les pays sous-développés pourraient eux-aussi accéder au développement ; les auteurs étaient *optimistes* sur l'avenir de ces pays.
- En s'appuyant sur « *le fondamentalisme du capital* », c'est-à-dire la nécessité de l'accumulation du capital dans le développement économique,
- L'économie du développement est un *domaine spécifique* par le thème et par les outils.

Les grands modèles de développement sont les suivants :

- **Rostow** : les grandes étapes du développement
- **Nurkse** : le développement par une croissance équilibrée contre **Hirschman** par une croissance déséquilibrée
- **Rosenstein-Rodan** : le développement nécessite un « big push » (grande poussée) pour sortir de la trappe à pauvreté, seul un apport initial extérieur est en mesure de le financer.
- **Lewis** (Prix Nobel d'Economie 1979) fait reposer le sous-développement sur l'offre illimitée de main d'œuvre, le transfert vers le secteur industriel où la productivité sera plus forte permettra le déclenchement du développement. Il préconise donc l'industrialisation forcée.
- **Chenery** met en évidence le rôle de l'aide pour financer les investissements initiaux.

Au-delà de l'optimisme et du rôle fondamental du capital, ces modèles ont également les points communs suivants :

- o *L'Etat a un rôle prépondérant* à jouer pour pallier les défaillances de marché en centralisant les décisions.
- o Le développement doit être *autocentré* : les pays en développement (PED) peuvent lutter contre la dégradation tendancielle des termes de l'échange (Prebisch-Singer) par la substitution de leurs importations.

De nombreuses critiques ont vu le jour contre ces modèles :

- Manque de cohérence, de rigueur et le peu de rapports avec la réalité ;
- L'oubli du capital humain comme facteur de développement ;
- La faillite des systèmes de planification centralisée ;
- La défaillance des entreprises publiques (Rapport Berg en 1989 pour l'Afrique) et des institutions publiques ;
- Le sacrifice excessif de l'agriculture au profit du secteur industriel.

## 2. Les héritiers :

Sous l'appellation « *nouvelle économie du développement* », les modèles développés reprennent à leurs comptes les critiques émises à l'encontre des fondateurs. Ils présentent les caractéristiques suivantes :

- Une démarche analogue à l'économie néo-classique ;
- L'Etat doit mettre fin aux distorsions de prix généralement fixés hors du marché afin qu'ils puissent servir de signaux aux producteurs ;
- Une volonté d'élaborer des fondements microéconomiques avec notamment l'étude des unités élémentaires de décisions comme les ménages voire intra-ménage (liée à l'*économie du genre*).

De nouvelles priorités sont mises en évidence pour permettre aux pays en développement de sortir de cet état :

- Le marché est privilégié pour l'allocation des ressources
- L'Etat intervient de manière forte et différente : analyse de Stiglitz
- Les agents économiques doivent facilement accéder aux crédits (expérience du micro-crédit)
- Le capital accumulé doit également incorporer le capital humain.

Pour approfondir ces priorités, les chercheurs se concentrent sur certains thèmes :

- Le capital humain :
  - Les théories traditionnelles ne peuvent expliquer les différences de développement constatées. De nouvelles pistes de recherche sont nécessaires
  - Mis en évidence avec les théories de la croissance endogène (endogénéisation du progrès technique notamment par *learning by doing* de Arrow), Romer, Lucas insistent sur la qualité de la main d'œuvre pour dépasser les seules augmentations de capital et de travail.
- Les nouvelles politiques économiques de l'Etat :
  - Etude des processus de décisions (« boîte noire »)
  - Recherche de rentes pour permettre le dégagement d'un surplus nécessaire au développement.
- Les imperfections de marché, nombreuses dans les PED
  - Effets externes et leurs internalisations
  - Situations de concurrence imparfaite

# QU'EST-CE QUE LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ?

## Mesures et concepts

### A. LES CONCEPTS :

Quatre éléments sont distingués pour établir des critères de développement :

#### 1. Croissance du revenu par tête

Elément classique, elle doit être durable et concerner toutes les couches de la population.

#### 2. Satisfaction des besoins fondamentaux

Au-delà de l'aspect quantitatif, il s'agit d'étudier la réduction de la pauvreté et de prendre en compte des aspects plus qualitatifs. On se rapproche ici de l'analyse de François Perroux.

#### 3. Amélioration des capacités humaines

C'est l'analyse des *capacités* de Amyarta Sen, les individus doivent non seulement disposer des possibilités formelles d'accéder à des biens et services indispensables mais également être en mesure de les posséder.

#### 4. Le développement durable (sustainable development) popularisé avec le rapport Bruntland de 1987

Le développement durable est le processus par lequel les besoins des générations actuelles sont satisfaits sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs besoins. C'est la volonté explicite de mettre en place une *équité inter-générationnelle*.

Son inscription dans le marbre est réalisée avec le sommet de Rio en 1992. C'est la reconnaissance de biens publics mondiaux, globaux (ozone, forêt...).

Cette notion de développement durable et d'équité intergénérationnelle est une mise en avant d'une *justice sociale* dans la lignée des travaux de Rawls

### B. LES MESURES

A partir des critères précités, les économistes élaborent des indicateurs de mesure :

#### 1. Mesures unidimensionnelles :

Le premier indicateur utilisé, le Produit Intérieur Brut (PIB) est soumis à de nombreuses critiques :

- La première est rattachée à l'exemple de Pigou : en épousant une cuisinière, on fait baisser le PIB. Plus largement la césure productif non-productif déterminant la prise en compte ou non des éléments est problématique ainsi, le bénévolat doit-il être intégré ou non ?
- Certaines activités économiques sont informelles et jouent un rôle dans l'accès aux biens et services. Ne sont pas prises en compte dans le PIB mais leur importance peut être estimée de manière indirecte
- Les comparaisons internationales sont rendues difficiles par la variation du taux de change et la différence des niveaux de prix entre les PED et les pays développés (effet Balassa-Samuelson : le niveau général des prix est plus élevé dans les pays développés).

- Le PIB ne prend pas en compte l'environnement. Ainsi les activités de dépollution ne sont pas du bien-être et pourtant elles accroissent le PIB.

Les économistes ont alors proposé de multiples solutions :

- o Le PIB est mesuré en PPA (parité de pouvoir d'achat), il s'agit de déterminer une monnaie fictive en évaluant et en comparant le coût dans chaque pays d'un panier de biens.
- o Le développement durable débouche sur l'établissement d'un PIB « vert » : les dommages environnementaux vont diminuer le PIB par la prise en compte d'amortissement du capital naturel (Atkinson et Pearce). Il est nécessaire d'élaborer une comptabilité nationale avec des mesures physiques des patrimoines naturels (eau, sol...) pour évaluer les amortissements de capital naturel.
- o Les travaux de la Banque Mondiale en 1997 sur *l'épargne véritable* prennent en compte les notions de développement durable et d'éducation en diminuant du PIB les dommages causés à l'environnement (déduction du PIB du prélèvement sur les ressources naturelles épuisables) et en additionnant par exemple les dépenses d'éducation.
- o Le PIB par tête est une moyenne ne prenant pas en compte la répartition. L'usage de l'indicateur de Gini est également limité car, pour deux répartitions différentes dont une plus défavorable aux populations les plus défavorisées, on peut obtenir le même résultat.
- o Le PIB ne prend pas en compte la notion de pauvreté. Celle-ci est également problématique. On la définit le plus souvent en terme de seuil de dépenses ou de revenus. Pour sa part, la Banque Mondiale adopte un seuil identique (1 ou 2 dollars selon les études). Les termes associés à cette notion sont multiples :
  - o L'incidence de la pauvreté est le pourcentage des individus qui dans la population ont des revenus inférieurs au seuil retenu.
  - o L'ampleur de la pauvreté est l'écart entre le seuil et le revenu moyen des pauvres
  - o On ne distingue pas également la pauvreté chronique de la pauvreté temporaire ; la pauvreté du ménage de celle des individus le composant (le ménage est dit unitaire : tout le monde sur le même pied alors que les études intra-ménage ne le confirment pas nécessairement)
  - o Au-delà de la pauvreté, il faut également prendre en compte la vulnérabilité des personnes pauvres : un individu a peu et risque de le perdre.

## 2. Mesures synthétiques :

Pour dépasser les indicateurs basés sur une seule mesure, les économistes combinent plusieurs indicateurs. Le plus célèbre est l'indicateur de développement humain (IDH) mis au point par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans les années 70. Depuis, chaque année un rapport l'établit pour l'ensemble des pays.

Le fondement théorique de ces indicateurs, selon Sen, est la manière de mesurer le bien-être. Ce dernier est créé non par les biens mais par les activités qu'ils permettent d'exercer : bonne santé et éducation doivent être pris en compte à ce titre. Le revenu est nécessaire mais non suffisant ; on retrouve la notion de *capacité* déjà rappelée.

Quelques précisions sur l'IDH :

- Trois éléments le composent : monétaire (PIB), santé (espérance de vie) ; éducation (alphabétisation et scolarité)
- Le classement des pays est différent de celui du PIB. Le rapport 2004 ([http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/pdf/hdr04\\_fr\\_HDI.pdf](http://hdr.undp.org/reports/global/2004/francais/pdf/hdr04_fr_HDI.pdf)) place par exemple les Etats-Unis au 8<sup>ème</sup> rang pour l'IDH contre le 4<sup>ème</sup> pour le PIB par habitant.
- Il n'est pas exempt de critiques :
  - Des différences fortes entre PED et pays développés apparaissent mais dans le haut du tableau les écarts sont faibles c'est à dire peu significatifs ; l'IDH est en revanche utile pour l'étude des PED.
  - Comme l'IDH est une moyenne, il ne reflète pas alors l'accès aux besoins fondamentaux, à la participation politique ... d'autres indicateurs sont utilisés comme l'indicateur sexo-spécifique du développement humain (ISDH), l'indice de pauvreté humaine avec des modes de calculs différents selon le niveau de développement.

Pour aller plus loin :

- *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice, Repères, éditions La découverte Janvier 2005

- Statistiques sur le PIB vert dans le manuel de Gillis, Perkins, Roemer, Snodgrass, 1998, *Economie du développement*, De Boeck
- T. Montalieu, 2001 *Economie du développement*, Bréal

### **QUESTIONS de la salle**

La démocratie doit-elle rentrer dans les indicateurs, avec en plus l'environnement ? On peut penser à l'exemple de la Chine.

*Le lien développement-démocratie est ambigu car les deux sens sont possibles ; mais quand même plus de développement entraîne plus de démocratie.*

*Les seules comparaisons internationales ne peuvent se baser que sur le PNUD car les PED ne sont pas fournis en statistiques ??????. Pourtant, dans ces pays des centres de recherche privé se mettent en place (avec moins de pressions politiques ?), il peut s'agir d'organisations non gouvernementales comme Transparency International*

*Cette solution pose des problèmes. Ainsi, les classements opérés par la Banque Mondiale sur les risques pays peuvent ne pas être neutre politiquement.*

## **QUELS SONT LES FACTEURS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ?**

### **Institutions, géographie et politique**

Il s'agit maintenant de comprendre les causes du développement ou du sous-développement dans le cadre de la *cliométrie*, discipline caractérisée par une volonté de mesurer l'histoire. Des théories sont élaborées et le recours aux techniques quantitatives permet de les confronter à la réalité.

Cette partie se base sur les travaux de *Douglas North*. Après avoir rappelé ce qu'est une institution et leur rôle dans le développement, il faudra s'interroger sur leurs mesures, leurs contributions et conclure sur leur optimalité.

#### **A. QU'EST-CE QU'UNE INSTITUTION ?**

Il s'agit d'une notion moderne développée dans les années 70 par *Douglas North*. Pour lui, l'économie néo-classique oublie de les prendre en compte alors qu'elles permettent le fonctionnement de l'économie de marché. Exemple du commissaire priseur de Walras.

Pour North, l'institution est une règle non marchande qui permet de combler les lacunes du marché et assurer ainsi la coordination des agents économiques agissant sur celui-ci. Les institutions développent des règles formelles et informelles : tabous, traditions, lois, contrats, constitution... Plus ces règles sont élevées dans la hiérarchie, plus elles sont coûteuses à modifier (exemple du traité constitutionnel européen et ses possibilités de réforme).

Pour lui, la construction des institutions est endogène, elles sont le produit du développement et la causalité est dans les deux sens. Le développement produit les institutions et les institutions assurent le développement.

Un débat plus large s'instaure sur leurs origines et deux visions sont à l'œuvre :

- Les institutions relèvent d'un *ordre construit* c'est à dire issues de la volonté des individus. On retrouve ici les thèses contractualistes de Rousseau, Hobbes, Locke...
- Elles sont issues d'un *ordre spontané* c'est à dire qu'elles ne répondent pas à une volonté explicite des individus mais sont le produit du développement. On peut citer les travaux de Hayek, de Lewis sur les régularités de comportement, d'Axelrod avec la théorie des jeux évolutionniste...

#### **B. POURQUOI LES INSTITUTIONS SONT-ELLES UTILES AU DEVELOPPEMENT ?**

Douglas North attribue aux institutions deux fonctions nécessaires pour une société afin d'accéder au développement.

- En tant que réducteur des coûts de transactions

Pour Ronald Coase, les coûts de transaction sont les coûts de recours au marché ex ante (avant la signature) et ex post (coûts de contrôle par exemple). S'ils sont élevés, les échanges seront limités aux agents entre lesquels s'établissent des relations personnelles, des relations de confiance ; la taille du marché et la division du travail seront donc restreintes.



Les institutions seront synonymes d'accroissement des échanges impersonnels en permettant aux agents d'entrer en relation les uns avec les autres par l'apport de garanties (de paiement, de recours...). De personnels les échanges deviennent impersonnels et de locaux les marchés deviennent mondiaux.

Douglas North est anti-marxiste et pourtant il propose une théorie de l'histoire économique (*L'essor du monde occidental*) avec comme moteur de l'histoire la réduction des coûts de transaction. Celle-ci permet le développement des échanges, la spécialisation des individus, la bureaucratie, les organisations politiques, les banques, les assurances...

- Respect des droits de propriété

Pour North, l'absence de règles et des droits mal définis aboutissent à une élévation des coûts de transaction avec pour conséquences une production à petite échelle, de la corruption et des échanges exclusivement interpersonnels. De plus, l'absence de propriété privée, voire la propriété publique, conduisent à un usage excessif des biens (tragédie des communs, exploitation abusive sans contrôle) et limitent les innovations car les bénéfices sociaux sont plus importants que ceux individuels et car il n'existe pas d'incitation à l'investissement.

Pour asseoir son analyse, North montre que l'absence de droits de propriétés implique l'absence d'échanges de propriétés, la structure initiale est donc stable. Ainsi, on ne peut basculer vers une répartition plus efficace (exemple des latifundia du Brésil où la terre est concentrée)

Pour aller plus loin :

Ronald Coase *The problem of social cost* 1961

### **C. COMMENT MESURER LES INSTITUTIONS ?**

Dans une approche cliométrique, la théorie doit être confrontée à la réalité, il est alors nécessaire d'établir des mesures des institutions. La tentative la plus satisfaisante est celle de Kaufman, Gray, Zoidon-Lobaton qui ont construit des bases de données dans les années 90 (exemple de leurs travaux : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/2000/06/kauf.htm>) mesurant différents éléments tels que la stabilité politique, l'absence de violences sociales, la bonne gouvernance, la qualité des services publics, les compétences des fonctionnaires ou encore l'absence de réglementation excessive source de coûts de transaction élevés.

Des travaux plus récents de Acemoglu, Johnson, Robinson en 2001 s'appuient sur la mesure de taux d'expropriation pour montrer la capacité de l'état de droit à respecter la propriété privée.

D'autres auteurs prennent également en compte la participation sociale. Des agences internationales élaborent des indicateurs avec les risques par pays.

Ces mesures sont certes imparfaites mais elles sont nécessaires pour que l'économie passe du discours à la science.

## D. QUELLE EST LA CONTRIBUTION DES INSTITUTIONS AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ?

Plusieurs paradigmes s'affrontent sur le rôle exact des institutions dans le développement économique. Tous sont soumis à des tests statistiques.

- Paradigme géographique

Il est ancien, son origine remonte à Machiavel, à Montesquieu. La thèse sous-jacente est l'influence directe de l'environnement sur le travail, la terre et sur la technologie. Ainsi, les pays en développement n'ont pu se développer car ils sont situés dans des zones tropicales.

En 1995, des articles de Sachs et Warner reprennent ces thèses et montrent que les pays faiblement développés sont situés dans des pays correspondant à des zones enclavées et fortement dépendantes aux produits de base. Les sols sont fragiles et ne permettent pas la culture de céréales, les maladies infectieuses sont fréquentes, les coûts de transports sont élevés notamment en saison de pluies... tous ces éléments bloquent l'accès au développement.

En 1997, Diamond met l'accent sur l'absence, en Afrique, d'animaux de traits expliquée par les maladies liées à la mouche tsé-tsé ; les buffles sont certes protégés mais sont peu utilisables. Il note également l'abondance des nourritures mais les céréales à fort taux de rendement permettant le dégagement d'un surplus sont rares.

Pour tester ces théories, les mesures quantitatives sont basées sur la latitude, le paludisme...

- Paradigme institutionnel

Il se veut plus subtil : la géographie compte mais elle influence seulement les institutions qui à leur tour vont permettre le développement économique.

En 1999, Hall et Jones voient les institutions européennes comme les seules à assurer un développement. Pour eux, les européens se sont installés dans les pays présentant des conditions climatiques favorables pour les colonies de peuplement entraînant ces zones dans de forts niveaux de peuplement. C'est un modèle simple voire simpliste.

En 2000, Engermann et Sokoloff comparent les niveaux de développement de l'Amérique du Nord et de l'Amérique Latine et les expliquent par les différences des cultures agricoles. Elles sont productrices de riz et de canne à sucre pour la première et de blé et maïs pour la seconde ; les exploitations requièrent respectivement des grandes surfaces pour bénéficier d'économies d'échelle ou des cultures plutôt familiales. Dans ce dernier cas, la faiblesse de la concentration des richesses est une condition propice au développement.

En 2001, Acemoglu, Johnson, Robinson dans leur ouvrage *The colonial origins of development* attribuent au climat un rôle fondamental. Ainsi, selon les zones, les premiers colons étaient confrontés à des taux de mortalité élevé ou non. Par la suite, les colonies se sont dissociées entre colonies d'exploitation là où le climat est peu favorable et colonies de peuplement dans les zones au climat favorable. Dans ce dernier cas, les colons ont développé des institutions compatibles avec le développement.

Tous ces travaux ont donné lieu à des tests pour les confronter à la réalité, il ne s'agit pas seulement de discussions.

- Paradigme de la bonne gouvernance : consensus de Washington

Le développement s'appuie sur de bonnes politiques économiques caractérisées par une stabilité macroéconomique (équilibre budgétaire, faible inflation...), une ouverture commerciale et financière et l'absence de contrôle de capitaux.

En 1999, Frankel et Romer démontrent dans leurs travaux que l'ouverture commerciale permet d'augmenter l'efficacité productive.

Dans ce cadre d'analyse, l'histoire des pays compte peu, la communauté peut ainsi les aider à reformuler de bonnes politiques à travers la conditionnalité de l'aide.

- TESTS STATISTIQUES

Ils sont difficiles à réaliser notamment par l'endogénéisation des institutions : la corrélation n'est pas la causalité sinon elle se transforme en truisme.

Les résultats amènent les chercheurs à conclure en faveur d'une primauté de la thèse institutionnelle. Rodrik, Easterly, Levine dans leur travaux statistiques montrent que le développement dépend des institutions qui elles-mêmes dépendent de la géographie. Les tests du paradigme de la bonne gouvernance débouchent sur un rôle moindre des politiques menées même s'il est possible d'agir, à travers elles, sur les institutions comme dans le cas de l'indépendance des banques centrales limitant le droit de seigneurage, héritage de l'histoire.

## **E. L'OPTIMALITE DES INSTITUTIONS**

Depuis les années 70, North a évolué dans sa vision des institutions. Au départ, il se rapproche de l'analyse de Hicks, les institutions sont bonnes par définition, elles sont efficaces car elles réduisent les risques. On peut s'appuyer sur l'exemple de la propriété foncière. Plusieurs solutions sont possibles pour l'exploitation indirecte de la terre : le fermage (versement d'un loyer fixe), le métayage (versement d'un pourcentage) ou l'embauche de personnels (versement de salaires). Alors que le métayage est moins incitatif, c'est pourtant ce mode qui s'est largement répandu en Europe. L'institution en résultant est donc peu efficace au sens de Pareto (allocation optimale des ressources) mais bonne par son efficacité économique (des productions sont possibles) ou par son partage des risques entre propriétaires et métayers.

Puis, North ouvre les yeux. Toutes les institutions ne sont pas nécessairement bonnes. C'est le cas des états factieux, prédateurs particulièrement en Afrique. Il s'appuie sur la thèse de la capture des institutions par un groupe désirant utiliser la légitime violence rattachée au pouvoir politique pour conclure que des formes d'institutions sont favorables au développement et d'autres non (exemple des propriétés collectives en tant que partage des risques).

## QUESTIONS de la salle

Comment être sûr de la validité des conclusions des tests ?

*Statistiquement des précautions sont prises, les chercheurs ne prétendent pas détenir la vérité, ils classent seulement les modèles.*

Comment s'opère le passage du qualitatif au quantitatif pour la stabilité politique ?

*On peut s'appuyer sur la présence de coup d'état dans les pays et opérer des classements à partir de ce critère.*

Les tests statistiques sont-ils partiels (un seul paradigme à la fois) ou complets (tous les paradigmes) ?

*En économétrie on réunit les variables dans une équation linéaire. Dans le cas présent, les trois paradigmes sont les variables auxquelles on ajoute un résidu. Ce dernier est obligatoire car le modèle ne peut reproduire exactement la réalité. Puis, on compare les coefficients de régression obtenus par chacun des paradigmes.*

*Il est alors possible de rejeter les hypothèses, de les classer sans, encore une fois, estimer détenir la vérité.*

## **COMMENT ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLENAIRE ?**

### **A. LA CONFERENCE DE RIO, AGENDA 21 : REGARDS SUR LE PASSE**

Au sommet de Rio en 1992, centré sur la notion de développement durable des objectifs sont déterminés dans l'Agenda 21. Ils sont également chiffrés : en 2015, diminution de 50% de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour.

Dix ans plus tard le sommet de Johannesburg constate l'ambition de ces programmes remettant en question les moyens d'action jusqu'alors utilisés et posant une fois de plus la question récurrente : que faire ?

Deux voies sont privilégiées, accroître les montants de l'aide et leur efficacité d'une part et favoriser l'intégration des PED d'autre part.

### **B. ACCROITRE LES MONTANTS ET L'EFFICACITE DE L'AIDE**

Retenir cette solution nécessite, à l'heure actuelle, de trouver de nouvelles ressources comme la taxe Tobin, des taxes sur les armes, sur le commerce... Ces pistes, a priori inenvisageables à court terme font porter les efforts sur la qualité de l'aide. Une des possibilités est la mise en œuvre de clauses de conditionnalité.

Celles-ci ne sont pas nouvelles mais à la différence des précédentes basées sur des instruments non appropriés en référence aux pratiques de bonne gouvernance, il s'agirait d'instaurer une conditionnalité de résultat voire de performance. Dans l'optique européenne, les pays fournissant l'aide n'imposeraient pas les moyens, le droit de regard sur les mesures adoptées serait supprimé.

Dans ce contexte, le risque majeur est de pénaliser des pays ayant fourni des efforts non suivis de résultats. Il conviendrait alors de développer des outils statistiques aptes à distinguer la part exogène des résultats obtenus.

Les clauses de conditionnalité peuvent être des aides fongibles : don contre achat de biens utiles au développement comme des puits plutôt que des armes par exemple.

### **C. FAVORISER L'INTEGRATION DES PED**

La deuxième piste à explorer est l'intégration des PED dans le commerce mondial puisque actuellement il ne représente que 0,5 % du montant total des échanges. Dans ce sens, les pays pauvres très endettés (initiative PPTE) pourraient se voir accorder un allègement ou une annulation contre des engagements dans des politiques saines comme l'accès à l'ouverture commerciale.

Les risques de ces politiques sont la mise en avant des activités d'exportation au détriment d'autres secteurs ; les gains statiques sont importants mais ne permettent de déclencher une dynamique économique. On peut ici évoquer le syndrome hollandais et rappeler les risques liés à la dégradation des termes de l'échange.

## QUESTIONS de la salle

Les tests mettent-ils en évidence le lien ouverture – développement ?

*Les tests sur le commerce et le développement sont positifs : « tout économiste sérieux ne peut prétendre à l'autarcie ». Par contre, cette ouverture doit être accompagnée de mesures pour protéger ces pays des aléas internationaux. L'ouverture financière, elle, est plus discutée et discutable.*

*Des recherches sont à mener sur les moyens de protection.*